

"Il faut remanier, écarter ceux qui suscitent le doute"

LE MONDE | 10.07.10 | 13h19 • Mis à jour le 10.07.10 | 13h19

Jean-Claude Casanova, 76 ans, dirige *Commentaire*, la revue libérale fondée par Raymond Aron. Agrégé d'économie et de droit, cet intellectuel libéral a aussi l'expérience du pouvoir. Membre de plusieurs cabinets ministériels, il a notamment conseillé Raymond Barre de 1976 à 1981. En France, *"on laisse pourrir les affaires"*, déplore-t-il. Le modèle anglo-saxon constitue, selon lui, le bon exemple : pour lever la suspicion, il faut démissionner et se défendre. Quitte à revenir blanchi. *"Un seul ministre mis en cause affaiblit le gouvernement entier"*, constate-t-il. A propos des enquêtes en cours, il estime que les investigations émanant du pouvoir *"courent le risque d'être suspectes"*. Quant au cumul entre les fonctions de ministre et de trésorier d'un parti, il recommande qu'on l'interdise.

L'affaire Bettencourt et sa succession de révélations ont entraîné l'un des principaux ministres et l'exécutif dans la tourmente. Sommes-nous face à une crise de régime ? Non, une crise de régime se caractérise par l'interruption du fonctionnement régulier des institutions, comme en mai 1958 ou en mai 1968. La situation actuelle ressemble plus à un "scandale". Il y a ceux par qui le scandale arrive : des personnalités politiques qui subissent des reproches plus ou moins vérifiables, et sont apparemment condamnables, et puis l'immense public des scandalisés prêts à tout croire.

Quand les faits sont répréhensibles, et que des hommes publics semblent mis en cause, il est normal que l'opinion veuille connaître la vérité. L'exigence est imprécise mais naturelle.

Tous concourent à donner une grande ampleur aux événements et à les transformer en scandale politico-médiatique : journalistes qui mènent l'investigation, éditorialistes moralisateurs, politiques indignés par le soupçon ou dénonciateurs des turpitudes d'autrui, procureurs diligents ou diligentés, ministres embarrassés, premier ministre soucieux de la bonne marche de son gouvernement, président soucieux de sa popularité et de la réforme des retraites.

Criez-vous "halte au feu", comme Michel Rocard et Simone Veil, ou constatez-vous, comme Jean Daniel, que "le feu n'a pas commencé avec l'acharnement contre M. Woerth, mais avec le comportement de ce dernier" ?

Je dirais qu'ils ont raison ensemble. La vérité doit l'emporter et rien ne doit être dissimulé. Les hommes publics ont l'obligation de répondre et d'être transparents. L'expression "halte au feu", je la comprends également, car attiser un scandale pour affaiblir un homme, n'est pas le moyen le plus noble pour préparer une campagne présidentielle.

Ce scandale peut-il conduire à une crise politique majeure ? J'en doute. Il peut entraîner voire faciliter un remaniement ministériel. Il peut favoriser des réformes utiles. Il peut, en 2012, affecter l'opinion des électeurs. Tout dépendra de la façon dont les uns et les autres sortiront du

tumulte.

La France aurait-elle des leçons à prendre sur la façon de faire face aux scandales ? Les Anglais ont une plus grande expérience que nous dans ce domaine et une méthode plus efficace pour cicatriser les plaies ! Qu'il ait commis une erreur ou qu'il en soit suspecté, le ministre démissionne. Il doit ce geste à ses amis pour ne pas prolonger leur embarras, il satisfait l'opinion dont il reconnaît la volonté.

En France, on laisse pourrir les affaires. L'élément essentiel du scandale est la suspicion. Le meilleur moyen de se débarrasser du fardeau consiste à amputer le membre atteint. Un ministre britannique démissionne. Blanchi, il revient. Prenez l'exemple du travailliste Peter Mandelson : il a dû démissionner deux fois, il est revenu deux fois à des postes plus importants. Donner le sentiment de s'accrocher est périlleux.

Approuvez-vous la jurisprudence Jospin sur la démission des ministres ? La règle érigée par Lionel Jospin, selon laquelle un ministre mis en examen devait quitter le gouvernement était excellente. Un seul ministre mis en cause affaiblit le gouvernement entier. Les représentants doivent bénéficier de la confiance de ceux qu'ils représentent. C'est dans l'intérêt des uns et des autres.

Dispose-t-on des moyens nécessaires au contrôle ? Les investigations doivent être impartiales et contradictoires. Il faut s'en remettre aux juges - c'est-à-dire aux magistrats du siège - et à des commissions d'enquête parlementaires, dans lesquelles tous les partis sont représentés.

Je crains que les investigations émanant du pouvoir, ou soumises au pouvoir, courent le risque d'être suspectées. Je ne doute pas de l'intégrité de l'Inspection générale des finances, mais c'est un corps d'inspection interne à un ministère. Ce n'est ni une juridiction ni une instance parlementaire. Or, à ma connaissance, les ministres ne sont responsables que devant le Parlement ou devant des juges, selon les cas.

Trésorier de l'UMP et ministre, est-ce un conflit d'intérêt ou une imprudence à vos yeux ?

Une première décision m'a paru opportune : la démission de Florence Woerth, l'épouse du ministre du travail, de la société qui gère la fortune de Liliane Bettencourt. Quant à Eric Woerth, il s'honorerait, je crois, en renonçant à ses fonctions de trésorier d'un parti politique. Je ne me place pas, ici, d'un point de vue particulier, mais général. L'article 23 de la Constitution interdit aux ministres l'exercice de toute fonction de représentation professionnelle, de tout emploi public et de toute activité professionnelle. On a voulu que les ministres disposent du temps nécessaire pour exercer leur fonction et, surtout, qu'ils ne puissent pas être suspectés du moindre conflit d'intérêt. Il faut donc aller au-delà de la lettre et retrouver l'esprit.

Il me paraît malsain que des ministres dirigent des collectivités locales. Comment voulez-vous qu'un préfet se comporte avec eux, comme s'ils n'étaient pas ministres ? Il en va de même pour le trésorier d'un parti : ceux qui lui apportent des ressources considèrent différemment le trésorier s'il est ministre ou s'il ne l'est pas. Les partis politiques bénéficient d'un financement public : je ne crois pas qu'un membre du gouvernement doive exercer ce type de fonction. Il faudrait interdire

ces cumuls.

L'argent décomplexé est-il la marque du sarkozysme ? En France, les hommes politiques recherchent les contacts publics avec le peuple, avec la foule. Généralement, ils ne fréquentent les gens riches qu'en privé. Ceux qui vont à l'encontre de cet usage prennent le risque de la jalousie et de la critique. C'est pourquoi la plupart des hommes politiques s'en gardent. Contrairement à Nicolas Sarkozy, qui supporte aujourd'hui, dans l'opinion, les conséquences de son attitude.

Cette critique s'accroît en période d'austérité. Le président l'a bien perçue, puisqu'il exige que l'on réduise le train de vie des ministres. Quand on demande des sacrifices à la population, il est normal de donner l'exemple.

Le faste et les privilèges, vestiges monarchiques, perdurent... Dans les démocraties du Nord, en Suisse, en Allemagne, le mode de vie des dirigeants est proche de celui de l'ensemble des citoyens. Les politiques auraient grand intérêt à éviter les passe-droits, les formes ostentatoires du pouvoir, ces marques un peu ridicules qui favorisent la vanité et engendrent le mépris. J'ai connu des ministres qui rendaient leur voiture de fonction le vendredi soir. Quand Pierre-Henri Teitgen est devenu garde des sceaux, son père a fermé son cabinet d'avocat : il estimait qu'il ne pouvait plus plaider devant des magistrats...

La politique peut-elle être morale ?

On peut le souhaiter ! On pourrait au moins exiger des hommes publics un devoir particulier d'exemplarité dans leur comportement. C'est la contrepartie du rôle que leur confère le suffrage universel. Notre société est peut-être plus indulgente que les démocraties du Nord. On dit qu'elles sont hypocrites. Non, "la lumière vient du Nord", elles comprennent, mieux que nous, que cette exigence de vertu renforce la cohésion sociale et rend le pouvoir plus légitime.

Pourquoi l'opposition semble-t-elle si mal à l'aise ?

Elle craint la dégradation du climat politique et, peut-être, des attaques équivalentes venant de la droite. La gauche n'a pas le monopole de la vertu. Maintenir la vie politique dans les bornes de la modération, reconnaître que le scandale profite aux extrêmes, tout cela est légitime.

Comment jugez-vous l'extrême tension qui se noue entre le pouvoir et la presse ? Cette tension est compréhensible. Ceux qui sont attaqués veulent se disculper, et se défendent en attaquant. Ce qui ne signifie pas que l'on puisse mettre en cause l'indépendance de la presse et la liberté d'expression.

En revanche, la situation des médias français, leur degré de dépendance vis-à-vis du pouvoir font problème. J'aurais préféré, par exemple, que Rémy Pflimlin soit nommé par le gouvernement et que sa nomination soit approuvée par une commission parlementaire à la majorité qualifiée, impliquant donc une partie de l'opposition. Quant aux médias privés, il ne me paraît pas sain qu'ils soient détenus par des groupes dépendant de la commande publique.

Que feriez-vous pour sortir de la crise ? Il faut remanier, écarter ceux qui suscitent le doute. Modifier un certain nombre de règles pour garantir les fonctions ministérielles de tout soupçon.

Un ministre doit être insoupçonné et insoupçonnable. Le gouvernement peut donc profiter de cette crise en ayant le courage de comprendre pourquoi on le critique.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Article paru dans l'édition du 11.07.10

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
» Depeches » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
» Opinions » Blogs » Economie » Immobilier » Programme » Le Post.fr groupe
Télé

Le Monde

» Abonnez-vous à partir de 17 €
» Le journal en kiosque



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Index | Aide